

§ 2. De op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kapitaaldotatie wordt aan de Waalse Huisvestingsmaatschappij uitbetaald op grond van door haar maandelijks opgemaakte aangiften van schuldvordering die met het visum van de commissarissen van de Regering worden voorzien. In de aangifte van schuldvordering staat de datum vermeld waarop de Raad van bestuur bijeenkwam om de hypotheekleningen toe te staan.

Art. 4. De Waalse Huisvestingsmaatschappij voorziet in de financiering ter aanvulling van de kapitaaldotatie door de opbrengst van leningen die door het Waalse Gewest gedekt worden.

Art. 5. De akten voor hypotheekleningen die tijdens een boekjaar worden aangegaan moeten vóór 1 juli van het volgende boekjaar verleden worden.

Art. 6. Met instemming van de Minister en na advies van het comité voor financieel beheer wordt de Waalse Huisvestingsmaatschappij ertoe gemachtigd de overschotten van de vorige boekjaren aan te wenden die uit het beheer van haar kapitaaldotaties voortvloeien.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988 tot bepaling van de modaliteiten inzake toekenning van een geldpremie aan de Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij ten laste van de begroting van het Waalse Gewest, wordt opgeheven.

Art. 8. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 99 — 1021

[C - 99/27265]

25 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 23;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2° administration : la Division du Logement du Ministère de la Région wallonne;

3° transformations : travaux de réhabilitation, de restructuration ou d'adaptation d'un logement;

4° habitation ordinaire : le logement destiné en ordre principal à l'habitation, dont la valeur vénale ne dépasse pas les maxima fixés à l'article 3;

5° enfant à charge : l'enfant conçu depuis 90 jours au moins à la date de l'octroi du prêt, ou l'enfant âgé de moins de 25 ans pour lequel, à cette même date, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur ou à son conjoint cohabitant ou à la personne avec laquelle il vit maritalement, ainsi que l'enfant qui, sur présentation de preuves, est considéré à charge par l'administration.

Est compté comme enfant à charge supplémentaire, le demandeur handicapé ou dont le conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement est handicapé, ou l'enfant à charge reconnu handicapé par le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement ou par la Caisse d'allocations familiales dont il dépend;

6° handicapé :

a) soit la personne reconnue par le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement comme étant atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;

b) soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner sur le marché général de l'emploi en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c) soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins, en application de la même loi.

Ces conditions sont vérifiées à la date d'octroi du prêt.

Art. 2. Aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région accorde sa garantie au remboursement du principal et au paiement des intérêts et accessoires, à l'exclusion de toute indemnité de remplacement, des prêts hypothécaires consentis soit pour la construction, soit pour la transformation, soit pour l'achat, suivi éventuellement de transformations d'habitations ordinaires.

CHAPITRE II. — *De l'habitation ordinaire*

Art. 3. Peuvent faire l'objet d'un prêt garanti par la Région, les habitations ordinaires :

1° à construire, dont la valeur vénale n'excède pas 3.800.000 francs, majorés de 5 % par enfant à charge à partir du deuxième enfant avec un plafond de 15 %, et de 20 % si l'opération est réalisée dans une zone d'initiative privilégiée à forte pression immobilière telle que visée à l'article 79 du Code wallon du Logement;

2° à acquérir, dont ni la valeur vénale, ni le prix d'achat, ne dépasse 3.800.000 francs majorés comme dit ci-dessus;

3° à acquérir, dont la valeur vénale, après l'exécution de transformations, ne dépasse pas 3.800.000 francs majorés comme dit ci-dessus;

4° à transformer, dont la valeur vénale, après l'exécution des transformations, ne dépasse pas 3.800.000 francs majorés comme dit ci-dessus.

Chaque année, au 1^{er} janvier, les montants maxima des valeurs vénales fixées à l'alinéa 1^{er} sont adaptés à l'indice ABEX, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{valeur vénale (N)} \times \text{indice ABEX du 1er janvier (N + 1)}}{\text{indice ABEX du 1er janvier (N)}}$$

où N représente l'année précédant celle de l'adaptation de la valeur vénale. La première adaptation est effectuée au 1^{er} janvier 2000.

La valeur vénale de l'habitation est estimée par la société de crédit sur la base d'une vente volontaire, y compris le terrain.

CHAPITRE III. — *De l'emprunteur*

Art. 4. A la date où le prêt est octroyé, l'emprunteur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ne peuvent être, seuls ou ensemble, plein propriétaires ou usufruitiers de la totalité d'un autre logement.

Il est dérogé à cette condition lorsqu'il s'agit :

1° d'un logement non améliorable ou inhabitable et pour autant que ce logement ait été occupé par le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement pendant au moins six mois au cours des deux années précédant la date de la demande, ou qu'il s'agisse du dernier logement occupé par eux au cours de cette période;

2° soit d'un ou de plusieurs logements non améliorables sis sur le terrain devant servir d'assiette au logement à construire au moyen du prêt.

Le logement est déclaré non améliorable ou inhabitable par un délégué du Ministre ou par un arrêté du bourgmestre.

Art. 5. L'emprunteur est tenu de remettre à la société de crédit les documents suivants :

1° une attestation du receveur de l'enregistrement relative aux conditions stipulées à l'article 4, alinéa 1^{er};

2° le cas échéant, une déclaration d'un délégué du Ministre, agent de l'administration, relative à l'insalubrité du logement visé à l'article 4, alinéa 2.

CHAPITRE IV. — *De la société de crédit*

Art. 6. Les prêts visés à l'article 2 doivent être consentis par une société de crédit social ou par un organisme visé à l'article 56, § 2, 2°, j, du Code des impôts sur les revenus.

Art. 7. Les sociétés de crédit visées à l'article 6 sont soumises aux obligations suivantes :

1° procéder à l'expertise du bien, en déterminer la valeur vénale et le coût réel, s'il s'agit d'une acquisition, ou le coût estimé, s'il s'agit d'une construction ou de transformations;

2° faire parvenir trimestriellement à l'administration une liste des prêts qu'elles ont consentis avec le bénéfice de la garantie de la Région, conformément à un modèle fixé par le Ministre;

3° communiquer annuellement à l'administration la liste des prêts garantis par la Région remboursés anticipativement;

4° veiller à ce que les actes de prêts mentionnent que la Région octroie sa garantie en application du présent arrêté;

5° en cas d'exécution de la garantie, transmettre à l'administration toutes les données et tous les documents nécessaires au recouvrement éventuel de la créance régionale à l'égard de l'emprunteur défaillant;

6° prélever une contribution de solidarité de 0,20 % sur le montant prêté, hors prime d'assurance-décès, et la verser dans les vingt jours qui suivent la passation de l'acte de prêt sur le fonds de solidarité visé à l'article 11.

CHAPITRE V. — *Du prêt*

Art. 8. Le prêt, y compris le montant des primes accordées par la Région, ne peut, selon le cas, excéder 100 % de :

1° la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de la construction d'une habitation ordinaire;

2° la valeur vénale ou du prix d'achat si ce dernier est inférieur à la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation ordinaire;

3° la valeur vénale après transformations, lorsqu'il s'agit de transformations ou de l'achat d'une habitation ordinaire suivi de transformations.

Le maximum de 100 % prévu à l'alinéa 1^{er} est ramené à 90 % lorsque l'emprunteur ne peut bénéficier d'une assurance-décès en raison de son état de santé.

Art. 9. Le remboursement du prêt doit être garanti par l'inscription, sur l'habitation faisant l'objet du prêt, d'une hypothèque en premier rang. Dans le cas d'un prêt complémentaire, son remboursement peut être garanti par l'inscription d'une hypothèque en second rang pour autant que le prêt complémentaire soit consenti par la société de crédit qui occupe déjà le premier rang hypothécaire.

En outre, le remboursement du prêt doit être couvert par une assurance-décès à capital décroissant, à moins que l'emprunteur ne puisse bénéficier de cette assurance en raison de son état de santé.

Le prêt ne peut être consenti pour une durée de plus de trente ans. Il doit être remboursable par des versements mensuels.

Le taux d'intérêt initial, calculé sur la base annuelle, ne peut être supérieur à 10 %.

Le taux d'intérêt s'entend tous chargements et commissions quelconques compris, à l'exception du chargement destiné à couvrir les frais d'expertise et de constitution des dossiers.

Ces frais doivent constituer un chargement unique qui ne peut dépasser le chiffre absolu de 8.000 francs pour l'ensemble des opérations.

CHAPITRE VI. — *De la garantie*

Art. 10. La garantie de la Région est limitée à 95 % de la perte finale enregistrée par la société après encaissement par celle-ci du prix de la réalisation de toutes les sûretés réelles et personnelles et, le cas échéant, de la valeur de rachat du contrat d'assurance-décès concernant le prêt.

Le montant dû par la Région en exécution de sa garantie, ne peut excéder la partie du prêt qui dépasse 70 % de la valeur vénale de l'habitation ordinaire. Dans le cas d'un prêt complémentaire, le montant dû par la Région en exécution de sa garantie ne peut excéder la partie du prêt complémentaire majoré du solde en capital du premier prêt, qui dépasse 70 % de la valeur vénale, estimée après transformations, de l'habitation ordinaire.

La période de la garantie de la Région est limitée aux treize premières années du prêt hypothécaire auquel elle est attachée. Dans le cas d'une opération avec prêt complémentaire, la garantie de la Région est maintenue jusqu'au terme de la treizième année du prêt complémentaire.

Le bénéfice de la garantie régionale octroyée en faveur d'une société sur les prêts qu'elle a consentis ainsi que le droit de faire appel à cette garantie sont transférés tels quels à l'organisme de placement en créances détenu majoritairement par des organismes de crédit agréés par la Région, moyennant autorisation préalable du Ministre sur la cession des prêts et pour autant que la gestion de ceux-ci reste confiée à un organisme de crédit agréé.

CHAPITRE VII. — *Du fonds de solidarité*

Art. 11. Les contributions de solidarité visées à l'article 7, 6°, sont versées sur un fonds de solidarité. Ce fonds est soumis à la réglementation appliquée aux dépôts d'épargne.

Lorsqu'il est fait appel à la garantie de la Région après l'épuisement des sûretés constituées par l'emprunteur, l'administration effectue les prélèvements nécessaires sur le fonds précité.

CHAPITRE VIII. — *De l'exécution de la garantie*

Art. 12. En cas d'appel à la garantie de la Région, la dette de celle-ci est arrêtée à la plus récente des dates ci-après :

- la date d'encaissement par la société de crédit du produit de la vente de l'habitation, en cas de vente de gré à gré, ou la date à laquelle la vente de l'habitation est devenue définitive en cas de vente publique;
- la date d'encaissement par la société de crédit de la valeur de rachat de l'assurance-décès.

Le Ministre arrête un modèle-type des déclarations de créance.

La vente de gré à gré de l'habitation ordinaire doit faire l'objet d'un accord préalable de l'administration.

Il ne peut être fait appel à la garantie de la Région si l'habitation ordinaire est rachetée par la société qui a octroyé le prêt.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 13. Les dispositions des articles 10 et 12 sont également applicables aux garanties qui ont été consenties par la Région en application des dispositions de l'arrêté royal du 19 mai 1981 concernant l'octroi de la garantie de bonne fin de la Région quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, dans la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1981 et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 octobre 1990.

Art. 14. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 mars 1989 portant exécution des articles 51 à 56 du Code du Logement tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes et l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 1993 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée pour certains prêts hypothécaires consentis en vue de l'acquisition, de la transformation ou de l'assainissement d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations assimilées sont abrogés.

A titre transitoire, ce dernier arrêté reste d'application jusqu'au 31 mai 1999, pour autant que la promesse d'octroi du prêt émanant de la société de crédit soit antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Art. 16. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 février 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1021

[C - 99/27265]

25. FEBRUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der in Artikel 23 des Wallonischen Wohnungsbuches erwähnten Hypothekendarlehen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsbuches, insbesondere des Artikels 23;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch das Inkrafttreten des Wallonischen Wohnungsbuches am 1. März 1999, aufgrund dessen die Ausführungserlasse des ehemaligen Wohnungsbuches vor diesem Datum den neuen Dekretbestimmungen angepaßt werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung: die Abteilung Wohnungswesen des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Umbau: Arbeiten zur Sanierung, Umgestaltung oder Anpassung einer Wohnung;

4° gewöhnliche Wohnung: die Wohnung, die hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt ist, deren Verkaufswert die in Artikel 3 festgelegten Höchstbeträge nicht überschreitet;

5° unterhaltsberechtigtes Kind: das Kind, das am Tag der Gewährung des Darlehens seit mindestens 90 Tagen erwartet wird oder das Kind unter 25 Jahren, für das der Antragsteller oder sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person am Datum der Gewährung des Darlehens Kinderzulagen oder Waisengeld bezieht, oder das Kind, das auf Vorlage von Belegen von der Verwaltung als unterhaltsberechtigtes Kind betrachtet wird.

Der Antragsteller, wenn er behindert ist, oder wenn sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person behindert ist, oder das unterhaltsberechtigte Kind, das vom Ministerium der Sozialen Fürsorge, des öffentlichen Gesundheitswesens und der Umwelt oder von der zuständigen Kinderzulagenkasse als behindert anerkannt worden ist, zählt als zusätzliches unterhaltsberechtigtes Kind;

6° Behinderte Person:

a) entweder die Person, die an einem mindestens 66 %igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder einer mindestens 66%igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet und vom Ministerium der Sozialen Fürsorge, des öffentlichen Gesundheitswesens und der Umwelt als solche anerkannt worden ist;

b) oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel oder weniger von dem, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

c) oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit mindestens 9 Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes.

Diese Bedingungen werden am Datum der Gewährung des Darlehens überprüft.

Art. 2 - Unter den im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen gewährt die Region ihre Ausfallbürgschaft für die Rückzahlung des Kapitals und die Zahlung der Zinsen und Nebenkosten bezüglich der Hypothekendarlehen, die für entweder den Bau oder den Umbau oder aber den gegebenenfalls von Umbauarbeiten gefolgt Ankauf von gewöhnlichen Wohnungen gewährt werden, mit Ausnahme jeglicher Vergütung für die frühzeitige Rückzahlung des Darlehens.**KAPITEL II — Gewöhnliche Wohnung****Art. 3** - Die folgenden gewöhnlichen Wohnungen können Gegenstand eines von der Region gebürgten Darlehens sein:

1° die zu erbauende Wohnung, deren Verkaufswert 3.800.000 BEF nicht übersteigt, erhöht um 5 % pro unterhaltsberechtigtes Kind ab dem zweiten Kind mit einem Höchstprozentsatz von 15 % und von 20 %, wenn die Maßnahme in einem bevorzugten Initiativgebiet mit starkem Baudruck, das in Artikel 79 des Wallonischen Wohnungsbuches erwähnt ist, ergriffen wird;

2° die zu kaufende Wohnung, deren Verkaufswert oder Kaufpreis einen Betrag von 3.800.000 BEF, der wie oben erhöht wird, nicht überschreitet;

3° die zu kaufende Wohnung, deren Verkaufswert nach Ausführung der Umbauen einen Betrag von 3.800.000 BEF, der wie oben erhöht wird, nicht überschreitet;

4° die umzubauende Wohnung, deren Verkaufswert nach Ausführung der Umbauarbeiten einen Betrag von 3.800.000 BEF, der wie oben erhöht wird, nicht überschreitet.

Am 1. Januar eines jeden Jahres werden die Höchstbeträge der im vorstehenden Absatz festgelegten Verkaufswerte an den ABEX-Index und zwar nach folgender Formel angepaßt:

$$\frac{\text{Verkaufswert (N)} \times \text{ABEX-Index am 1. Januar (N + 1)}}{\text{ABEX-Index am 1. Januar (N)}}$$

ABEX-Index am 1. Januar (N)

wobei N dem Jahr vor der Anpassung des Verkaufswertes entspricht. Die erste Anpassung erfolgt am 1. Januar 2000.

Der Verkaufswert der Wohnung wird von der Kreditgesellschaft auf der Grundlage von einem freiwilligen Verkauf, Grundstück inbegriffen, geschätzt.

KAPITEL III — *Darlehensnehmer*

Art. 4 - Am Tag, an dem das Darlehen gewährt wird, dürfen der Darlehensnehmer und sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person allein oder gemeinsam nicht Eigentümer oder Nießbraucher der Gesamtheit einer anderen Wohnung sein.

Von dieser Bedingung wird abgewichen, wenn es sich:

1° entweder um eine nicht verbesserungsfähige oder unbewohnbare Wohnung handelt und insofern der Darlehensnehmer und sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person wenigstens sechs Monate lang im Laufe der beiden Jahre vor dem Antrag diese Wohnung bewohnt haben, oder wenn diese Wohnung die letzte gewesen ist, die sie im Laufe dieses Zeitraums bewohnt haben;

2° oder um eine bzw. mehrere nicht verbesserungsfähige Wohnungen handelt, die auf dem Grundstück, das als Fläche für die mit Hilfe des Darlehens zu bauende Wohnung dienen wird, gelegen sind.

Die Wohnung wird von einem Beauftragten des Ministers oder durch einen Erlaß des Bürgermeisters für nicht verbesserungsfähig oder für unbewohnbar erklärt.

Art. 5 - Der Darlehensnehmer verpflichtet sich, der Kreditgesellschaft folgende Dokumente abzugeben:

1° eine Bescheinigung des Einnehmers des Registrierungsamtes betreffend die in Artikel 4, Absatz 1 erwähnten Bedingungen;

2° gegebenenfalls eine Erklärung eines bei der Verwaltung bediensteten Beauftragten des Ministers über die in Artikel 4, Absatz 2 erwähnte Gesundheitsschädlichkeit der Wohnung.

KAPITEL IV — *Kreditgesellschaft*

Art. 6 - Die in Artikel 2 erwähnten Darlehen müssen von einer Sozialkreditgesellschaft oder von einer in Artikel 56, § 2, 2°, j des Einkommensteuergesetzbuches erwähnten Einrichtung gewährt werden.

Art. 7 - Die in Artikel 6 erwähnten Kreditgesellschaften unterliegen den folgenden Verpflichtungen:

1° die Abschätzung des Gutes vornehmen, seinen Verkaufswert und seinen wirklichen Wert, wenn es sich um einen Erwerb handelt, oder den geschätzten Wert, wenn es sich um einen Bau oder Umbau handelt, bestimmen;

2° alle drei Monate der Verwaltung eine Liste der von ihr mit der Bürgschaft der Region gewährten Darlehen einem vom Minister festgelegten Muster gemäß übermitteln;

3° jährlich der Verwaltung die Liste der von der Region gebürgten Darlehen, die vorzeitig zurückgezahlt worden sind, übermitteln;

4° dafür sorgen, daß in den Darlehensverträgen festgeschrieben wird, daß die Region ihre Bürgschaft in Anwendung des vorliegenden Erlasses gewährt;

5° bei Inanspruchnahme der Bürgschaft, der Verwaltung die sämtlichen Angaben und Dokumente, die für die eventuelle Beitreibung der regionalen Forderung gegenüber dem rückständigen Darlehensnehmer notwendig sind, übermitteln;

6° einen Solidaritätsbeitrag von 0,20 % von dem Darlehensbetrag, Ablebensversicherungsprämie nicht inbegriffen, erheben und diesen Beitrag innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Abschluß des Darlehensvertrags auf den in Artikel 11 erwähnten Solidaritätsfonds einzahlen.

KAPITEL V — *Darlehen*

Art. 8 - Das Darlehen, einschließlich des Betrags der von der Region gewährten Prämien, darf je nach Fall 100 % des folgenden Wertes nicht überschreiten:

1° der Verkaufswert, falls es sich um den Bau einer gewöhnlichen Wohnung handelt;

2° der Verkaufswert oder der Kaufpreis, wenn letzterer unter dem Verkaufswert liegt, falls es sich um den Ankauf einer gewöhnlichen Wohnung handelt;

3° der Verkaufswert nach Umbau, wenn es sich um Umbauarbeiten oder den von Umbauarbeiten gefolgt Ankauf einer gewöhnlichen Wohnung handelt.

Der im ersten Absatz vorgesehene festgelegte Höchstbetrag von 100 % wird auf 90 % vermindert, wenn der Darlehensnehmer wegen seines Gesundheitszustands nicht in den Genuß einer Ablebensversicherung gelangen kann.

Art. 9 - Die Rückzahlung des Darlehens muß durch die Eintragung einer erstrangigen Hypothek auf die Wohnung, Gegenstand des Darlehens, gesichert werden. Im Falle eines zusätzlichen Darlehens kann seine Rückzahlung durch die Eintragung einer zweitrangigen Hypothek gesichert werden, sofern das zusätzliche Darlehen durch die Kreditgesellschaft, die die erste Rangstellung der Hypothek schon innehat, gewährt wird.

Die Rückzahlung des Darlehens muß außerdem durch eine Ablebensversicherung mit abnehmendem Kapital gedeckt werden, außer wenn der Darlehensnehmer wegen seines Gesundheitszustands nicht in den Genuß dieser Versicherung gelangen kann.

Das Darlehen darf nicht für eine Dauer von mehr als dreißig Jahren gewährt werden. Es muß durch monatliche Einzahlungen rückzahlbar sein.

Der auf der jährlichen Grundlage berechnete Anfangszinssatz darf 10 % nicht überschreiten.

Der Zinssatz versteht sich alle Kostenzuschläge und Provisionen gleich welcher Art inbegriffen, mit Ausnahme des Kostenzuschlags zur Deckung der Sachverständigengebühren und der Kosten betreffend das Anlegen der Akten.

Diese Kosten müssen einen einzigen Kostenzuschlag bilden, der den absoluten Betrag von 8.000 BEF für das gesamte Verfahren nicht überschreiten darf.

KAPITEL VI — *Bürgschaft*

Art. 10 - Die Bürgschaft der Region wird auf 95 % des Endverlusts beschränkt, der von der Gesellschaft erlitten wird, nachdem sie den Ertrag aus der Verwertung der gesamten persönlichen und dinglichen Sicherheiten und gegebenenfalls des Rückkaufwertes der Ablebensversicherung betreffend das Darlehen eingezogen hat.

Der von der Region bei der Inanspruchnahme ihrer Bürgschaft geschuldete Betrag darf nicht höher sein als der Teil des Darlehens, der 70 % des Verkaufswerts der gewöhnlichen Wohnung überschreitet.

Im Falle eines zusätzlichen Darlehens darf der von der Region bei der Inanspruchnahme ihrer Bürgschaft geschuldete Betrag nicht höher sein als der um den Kapitalrestbetrag des ersten Darlehens erhöhte Teil des zusätzlichen Darlehens, der 70 % des nach Umbau geschätzten Verkaufswerts der gewöhnlichen Wohnung überschreitet.

Die Dauer der Bürgschaft der Region wird auf die ersten dreizehn Jahre des damit zusammenhängenden Hypothekendarlehens beschränkt. Im Falle eines Geschäfts mit zusätzlichem Darlehen wird die Bürgschaft der Region bis zum Ende des dreizehnten Jahres des zusätzlichen Darlehens behalten.

Der Vorteil der regionalen Bürgschaft, die zugunsten einer Gesellschaft für die von ihr bewilligten Darlehen gewährt wird, sowie das Recht, diese Bürgschaft in Anspruch zu nehmen, werden der Einrichtung für die Anlage von Schuldforderungen übertragen, deren Mehrheitsaktionäre durch die Wallonische Region anerkannte Kreditanstalten sind, unverändert übertragen, mit der vorherigen Zustimmung des Ministers bezüglich der Abtretung der Darlehen und sofern deren Verwaltung weiterhin dieser Darlehen einem anerkannten Kreditinstitut anvertraut wird.

KAPITEL VII — *Solidaritätsfonds*

Art. 11 - Die in Artikel 7, 6° erwähnten Solidaritätsbeiträge werden auf einen Solidaritätsfonds eingezahlt. Dieser Fonds wird der für die Spareinlagen geltenden Regelung unterworfen.

Wenn nach der Erschöpfung der vom Darlehensnehmer gebildeten Sicherheiten die Bürgschaft der Region in Anspruch genommen wird, nimmt die Verwaltung die notwendigen Abzüge vom vorerwähnten Fonds vor.

KAPITEL VIII — *Inanspruchnahme der Bürgschaft*

Art. 12 - Wenn die Bürgschaft der Region in Anspruch genommen wird, wird ihre Schuld auf den letzten der folgenden Zeitpunkte festgelegt:

- im Falle eines freihändigen Verkaufs, das Datum, an dem die Kreditgesellschaft den Erlös aus dem Wohnungsverkauf einzieht oder, im Falle einer öffentlichen Versteigerung, das Datum, an dem der Wohnungsverkauf endgültig geworden ist;

- das Datum, an dem die Kreditgesellschaft den Rückkaufwert der Ablebensversicherung einzieht.

Der Minister legt ein Muster der Forderungsanmeldungen fest.

Der freihändige Verkauf der gewöhnlichen Wohnung muß Gegenstand eines vorherigen Einverständnisses des Ministers oder dessen Beauftragten sein.

Die Bürgschaft der Region darf nicht in Anspruch genommen werden, wenn die gewöhnliche Wohnung durch die Gesellschaft, die das Darlehen gewährt hat, zurückgekauft wird.

KAPITEL IX — *Schlußbestimmungen*

Art. 13 - Die Bestimmungen von Artikeln 10 und 12 finden ebenfalls Anwendung auf die Bürgschaften, die von der Region in Anwendung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 19. Mai 1981 über die Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung der Hypothekendarlehen, die für den Bau oder den Ankauf von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder ihren gleichgestellten Wohnungen in der Wallonischen Region gewährt worden sind, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 6. November 1981 und den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. Oktober 1990, gewährt worden sind.

Art. 14 - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. März 1989 zur Durchführung der Artikel 51 bis 56 des Wohnungsbuches zur Förderung des Baus, des Ankaufs und des Umbaus von mittleren Wohnungen und der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 1993 zur Festlegung der Bedingungen der Gewährung der Ausfallbürgschaft der Region für die Rückzahlung gewisser Hypothekendarlehen, die für den Ankauf, den Umbau oder die Sanierung von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder ihren gleichgestellten Wohnungen gewährt werden, werden aufgehoben.

Übergangsweise findet dieser letzte Erlaß bis zum 31. Mai 1999 weiterhin Anwendung, sofern die Kreditgesellschaft die feste Zusage der Gewährung des Darlehens vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gegeben hat.

Art. 15 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. März 1999 in Kraft.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Februar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 1021

[C - 99/27265]

25 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de voorwaarden worden bepaald voor de toekenning door het Gewest van een waarborg van honorering voor de terugbetaling van hypotheekleningen bedoeld in artikel 23 van de Waalse Huisvestingscode

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de inwerkingtreding van de Waalse Huisvestingscode op 1 maart 1999, waarbij de uitvoeringsbesluiten van de voormalige Huisvestingscode vóór deze datum verplicht aangepast moeten worden aan de nieuwe decretale bepalingen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Huisvesting;

2° bestuur : de Afdeling Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° verbouwing : renovatie-, herstructurerings- of aanpassingswerken in een woning;

4° gewone woning : de woning die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd is, waarvan de verkoopwaarde niet hoger ligt dan de in artikel 3 bepaalde maximumbedragen;

5° kind ten laste : het op de datum van toekenning van de lening sinds ten minste negentig dagen verwekte kind of het kind jonger dan 25 jaar voor wie, op dezelfde datum, kinderbijslag of een wezenrente wordt toegekend aan de aanvrager of zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont, of het kind dat, na overlegging van bewijsstukken, door het bestuur geacht wordt ten laste te zijn.

De gehandicapte aanvrager of de aanvrager van wie de samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont gehandicapt is, of het kind ten laste dat door het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu gehandicapt wordt verklaard, wordt beschouwd als bijkomend kind ten laste;

6° gehandicapte persoon :

a) hetzij de persoon die getroffen is door ten minste 66 % ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid.

Deze ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid wordt vastgesteld door middel van een door het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu afgeleverd bewijs;

b) hetzij de persoon van wie het verdienvermogen krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten beperkt is tot één derde of minder van wat een valide persoon in staat is te verdienen op de algemene arbeidsmarkt;

c) hetzij de persoon van wie het gebrek aan zelfredzaamheid krachtens dezelfde wet op ten minste negen punten vastgesteld is.

Op de datum waarop de lening wordt toegestaan wordt nagekeken of deze voorwaarden vervuld zijn.

Art. 2. Onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden verleent het Gewest zijn waarborg, behalve iedere vergoeding voor wederbelegging, voor de terugbetaling van de hoofdsom en voor de betaling van de rente en de bijkomende kosten van de hypotheekleningen toegestaan voor de bouw, de verbouwing of de aankoop, waarop eventueel verbouwingswerken volgen van gewone woningen.

HOOFDSTUK II. — *Gewone woning*

Art. 3. De volgende gewone woningen komen in aanmerking voor een lening met gewestwaarborg :

1° de te bouwen woning waarvan de verkoopwaarde niet hoger is dan 3.800.000 frank, verhoogd met 5 % per kind ten laste vanaf het tweede kind en met maximum 15 %, en met 20 % indien de verrichting in een bevoorrecht initiatiefgebied met hoge vastgoeddruk plaatsvindt, zoals bepaald in artikel 79 van de Waalse Huisvestingscode;

2° de aan te kopen woning waarvan noch de verkoopwaarde, noch de koopprijs 3.800.000 frank, verhoogd als hierboven, overschrijdt;

3° de aan te kopen woning waarvan de verkoopwaarde, na uitvoering van de verbouwingswerken, 3.800.000 frank, verhoogd zoals hierboven, niet overschrijdt;

4° de te verbouwen woning waarvan de verkoopwaarde, na uitvoering van de verbouwingswerken, 3.800.000 frank, verhoogd zoals hierboven, niet overschrijdt.

De maximumbedragen van de in het vorige lid bedoelde verkoopwaarden worden jaarlijks op 1 januari aan de ABEX-index aangepast overeenkomstig de hiernavermelde formule :

$$\frac{\text{verkoopwaarde (N)} \times \text{ABEX-index van 1 januari (N + 1)}}{\text{ABEX-index van 1 januari (N)}}$$

ABEX-index van 1 januari (N)

waarin N = het jaar voorafgaand aan het jaar van aanpassing van de verkoopwaarde. De eerste aanpassing vindt plaats op 1 januari 2000.

De verkoopwaarde van de woning wordt bij willige verkoop door de kredietinstelling geschat, grond inbegrepen.

HOOFDSTUK III. — *Lener*

Art. 4. De aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont, mogen op de datum waarop de lening wordt toegestaan, samen of alleen, geen andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken indien :

1° de woning onverbeterbaar of onbewoonbaar is en voor zover deze woning betrokken werd door de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont, ten minste zes maanden binnen een periode van twee jaar voorafgaand aan de datum van de aanvraag, of voor zover het de laatste woning is die de aanvragers gedurende deze periode hebben betrokken.

2° de woning(en) onverbeterbaar is (zijn) en gelegen is (zijn) op de grond waarop de woning d.m.v. de lening zal worden gebouwd.

De woning wordt onverbeterbaar of onbewoonbaar verklaard door een afgevaardigde van de Minister of bij besluit van de burgemeester.

Art. 5. De lener dient de kredietinstelling volgende documenten te bezorgen :

1° een attest van de ontvanger van de registratie over de in artikel 4, eerste lid, bepaalde voorwaarden;

2° in voorkomend geval, een aangifte van een afgevaardigde van de Minister, die als personeelslid van het bestuur optreedt, omtrent de ongezondheid van de in artikel 4, tweede lid, bedoelde woning.

HOOFDSTUK IV. — *Kredietinstelling*

Art. 6. De in artikel 2 bedoelde leningen worden toegestaan

door sociale kredietinstellingen of door iedere instelling bedoeld in artikel 56, § 2, 2°, j., van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 7. De in artikel 6 bedoelde kredietinstellingen moeten de volgende verbintenissen nakomen :

1° het goed laten schatten, de waarde en de werkelijke kostprijs ervan bepalen indien het een aankoop betreft, of de geraamde kostprijs indien het een bouw of verbouwingen betreft;

2° het bestuur d.m.v. een door de Minister vastgesteld model om de drie maanden een lijst van de leningen bezorgen die ze met het voordeel van de gewestwaarborg hebben toegestaan;

3° het bestuur jaarlijks de lijst van de door het Gewest gewaarborgde leningen bezorgen die vooruit worden terugbetaald;

4° ervoor zorgen dat in de leningsakten vermeld staat dat het Gewest zijn waarborg krachtens dit besluit verleent;

5° in geval van uitvoering van de waarborg, het bestuur alle gegevens en stukken bezorgen die vereist zijn voor de eventuele invordering van de gewestelijke schuldvordering ten laste van de in gebreke gebleven lener;

6° een solidariteitsbijdrage van 0,20 % op het geleende bedrag heffen, exclusief overlijdensverzekeringspremie, en ze binnen twintig dagen na het verlijden van de leningsakte op het in artikel 11 bedoelde solidariteitsfonds storten.

HOOFDSTUK V. — *Lening*

Art. 8. Met inbegrip van het bedrag van de door het Gewest verleende premies mag de lening naar gelang het geval niet meer bedragen dan 100 % :

1° van de verkoopwaarde in geval van bouw van een gewone woning;

2° van de verkoopwaarde of de koopprijs indien deze lager is dan de verkoopwaarde, in geval van aankoop van een gewone woning;

3° van de verkoopwaarde na de verbouwingswerken, in geval van verbouwingswerken of van aankoop van een gewone woning, waarop verbouwingswerken volgen.

Het in het eerste lid bedoelde maximum van 100 % wordt teruggebracht tot 90 % wanneer de lener omwille van zijn gezondheidstoestand niet in aanmerking komt voor een overlijdensverzekering.

Art. 9. De afbetaling van de lening moet gewaarborgd worden door de inschrijving van een hypotheek in de eerste rang op de woning waarvoor de lening wordt aangevraagd. In geval van bijkomende lening kan de afbetaling ervan worden gewaarborgd door de inschrijving van een hypotheek in de tweede rang, voor zover de bijkomende lening toegestaan wordt door de kredietinstelling die de eerste rang van de hypotheek reeds bekleedt.

Bovendien moet de afbetaling van de lening gedekt worden door een overlijdensverzekering met afnemend kapitaal, tenzij de lener om gezondheidsredenen niet in aanmerking komt voor die verzekering.

De lening kan niet voor meer dan dertig jaar worden toegestaan. Ze moet bij maandelijkse stortingen worden afbetaald.

De aanvangsrentevoet die jaarlijks wordt berekend mag niet meer bedragen dan 10 %.

De rentevoet omvat alle lasten en commissielonen, behoudens de lasten die de kosten voor de schatting en de samenstelling van de dossiers moeten dekken. Deze kosten moeten een unieke last vormen en mogen het absolute bedrag van 8 000 BEF voor het geheel van de verrichtingen niet overschrijden.

HOOFDSTUK VI. — *Waarborg*

Art. 10. De waarborg van het Waalse Gewest is beperkt tot 95 % van het door de kredietinstelling geboekte eindverlies na inning van de prijs voor de verwezenlijking van alle werkelijke en persoonlijke zekerheden en, in voorkomend geval, van de afkoopwaarde van het overlijdensverzekeringscontract voor de lening.

Het door het Gewest verschuldigde bedrag ter uitvoering van zijn waarborg mag niet hoger zijn dan het leningsgedeelte dat meer bedraagt dan 70 % van de verkoopwaarde van de gewone woning. In geval van bijkomende lening mag het door het Waalse Gewest verschuldigde bedrag ter uitvoering van zijn waarborg niet hoger zijn dan het gedeelte van de bijkomende lening, verhoogd met het kapitaalsaldo van de eerste lening, dat 70 % van de na verbouwing geraamde verkoopwaarde van de gewone woning overschrijdt.

De gewestwaarborg is beperkt tot de eerste dertien jaar van de hypotheeklening waarmee ze gepaard gaat. In geval van verrichting met bijkomende lening wordt de gewestwaarborg gehandhaafd tot het einde van het dertiende jaar van de bijkomende lening.

Het voordeel van de aan een maatschappij verleende gewestwaarborg op de leningen die ze heeft toegestaan alsmede het recht om een beroep te doen op deze waarborg worden als dusdanig overgedragen naar de instelling voor belegging in schuldvorderingen, waarvan door het Gewest erkende kredietinstellingen de meerderheid van de aandelen bezitten, mits de Minister vooraf met de overdracht van de leningen instemt en voor zover een erkende kredietinstelling met het beheer hiervan blijft belast.

HOOFDSTUK VII. — Solidariteitsfonds

Art. 11. De in artikel 7, 6°, bedoelde solidariteitsbijdragen worden gestort op een solidariteitsfonds. Dat fonds is onderworpen aan de reglementering die voor spaarinvlagen geldt.

Wanneer, na uitputting van de door de lener samengestelde zekerheden, een beroep wordt gedaan op de gewestwaarborg, neemt het bestuur de nodige bedragen van bovenvermeld fonds af.

HOOFDSTUK VIII. — *Uitvoering van de waarborg*

Art. 12. Indien een beroep wordt gedaan op de gewestwaarborg, wordt de schuld van het Gewest vastgesteld op de recentste van de hiernavolgende datums :

- in geval van onderhandse verkoop, de datum waarop de opbrengst van de verkoop van de woning door de kredietinstelling wordt geïnd of in geval van openbare verkoop, de datum waarop de verkoop definitief is geworden;
- de datum waarop de afkoopwaarde van de overlijdensverzekering door de kredietinstelling wordt geïnd.

De Minister stelt een model van formulier vast voor de aangiften van schuldvordering.

Het bestuur moet vooraf instemmen met de onderhandse verkoop van een gewone woning.

Er mag geen beroep worden gedaan op de gewestwaarborg als de gewone woning wordt teruggekocht door de instelling die de lening heeft toegestaan.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 13. De bepalingen van de artikelen 10 en 12 zijn eveneens van toepassing op de waarborgen die door het Gewest werden verleend krachtens de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de gewestwaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 november 1981 en bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 oktober 1990.

Art. 14. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 maart 1989 houdende uitvoering van de artikelen 51 tot 56 van de Huisvestingscode met het oog op de bevordering van de bouw, de aankoop en de verbouwing van middelgrote woningen en het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gewestwaarborg wordt verleend voor bepaalde hypothecaire leningen, toegestaan voor de aankoop, de verbouwing of de sanering van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen, worden opgeheven.

Bij wijze van overgangsmaatregel blijft dit laatste besluit van toepassing tot en met 31 mei 1999 voor zover de kredietinstelling de belofte van toekenning van de lening vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit heeft geuit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1999.

Art. 16. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 februari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 99 — 1022

[C - 99/27266]

25 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, institué par le décret du 29 octobre 1998;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 mai 1993 concernant l'utilisation des capitaux provenant du Fonds B2, par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, modifié par les arrêtés des 7 juillet 1994, 1^{er} septembre 1994, 15 décembre 1994, 18 janvier 1996, 14 mars 1996, 12 décembre 1996 et 20 février 1997.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'urgence motivée par l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 1999 du Code wallon du Logement, qui impose que les arrêtés d'exécution de l'ancien Code du Logement soient adaptés aux nouvelles dispositions décrétales avant cette date;

Considérant qu'au 1^{er} mars 1999, l'adaptation des divers systèmes d'information doit avoir été réalisée;